



Business and Industry Advisory Committee to the **OECD**

Comité Consultatif Economique et Industriel Auprès de l' **OCDE**

Or. : Anglais

Innovation et croissance mondiale

Document de discussion

Novembre 2000

RESUME

De l'innovation à la croissance

Tant les milieux d'affaires que l'OCDE ont intérêt à comprendre comment l'innovation influe sur les perspectives économiques, et quels sont les autres facteurs requis pour une amélioration soutenue et généralisée de la productivité et de la production. Le véritable sens du terme « nouvelle économie » dépasse la technologie Internet en tant que telle, et englobe tous les pans de « l'ancienne économie » dans lesquels la nouvelle technologie est appliquée.

Le rythme et la persistance remarquable de la tendance à la baisse des prix dans les secteurs des technologies de la communication et de l'information (TCI) font partie des éléments déterminants qui ont ouvert la voie au formidable outil que représente Internet, lui-même source de gains d'efficacité. On ne saurait trop insister sur le fait que cette évolution est intervenue dans un secteur caractérisé par une concurrence féroce et l'internationalisation de la production, où les tentatives de prédire qui seraient les gagnants ont clairement échoué.

Si l'offre croissante de matériel TCI est simplement annonciatrice de la nouvelle économie, la qualité et l'ampleur considérablement accrues des opportunités commerciales aujourd'hui viables comptent encore davantage, étant donné cette omniprésence des TCI. Pour pouvoir s'étendre, les marchés des nouveaux biens, services ou modèles d'entreprise doivent être ouverts à la concurrence, et la compatibilité des politiques à l'échelle planétaire constituerait un atout à cet égard.

Les études de l'OCDE pour la première phase du Projet sur la croissance ont remarquablement éclairci les données et les aspects analytiques qui compliquent la formulation définitive de ce qui est nécessaire pour transformer l'innovation tirée par les TCI en gains de productivité. Cependant, inévitablement, les informations disponibles sont très concentrées sur l'expérience des Etats-Unis, pays où l'on peut tabler sur la flexibilité des marchés du travail et sur un cadre réglementaire extrêmement propice à la création d'entreprises, en termes relatifs.

La raison d'être du Projet sur la croissance consiste à déterminer ce qu'il faut faire pour permettre aux autres pays de tirer parti de l'innovation technologique dans des proportions analogues. Il convient donc de faire reposer les recommandations issues de ce projet sur un certain nombre de piliers : la politique de l'innovation, la politique du travail et des marchés

financiers ainsi que les conditions y afférentes et les mesures destinées à améliorer le cadre réglementaire, auxquelles s'ajoute l'interaction entre tous ces aspects.

Un coup d'œil rapide sur les études existantes de l'OCDE (voir tableaux 1 et 2) corrobore largement l'hypothèse selon laquelle, lorsque la croissance de la productivité et de la production est satisfaisante ou en amélioration, voire les deux, c'est bien que les bons indicateurs de l'ouverture aux TCI, de l'adaptabilité du marché du travail et du cadre réglementaire sont réunis. L'OCDE pourrait avantageusement développer cet aspect plus avant.

En réalité, il est difficile d'imaginer comment des investissements massifs dans les TCI et même les compétences peuvent déboucher sur une progression généralisée de la productivité dans une économie où le démantèlement des activités économiques redondantes fait habituellement l'objet de négociations avec ceux qui entendent les préserver. L'OCDE devrait veiller à faire passer ce message clairement et à ne pas entretenir de faux espoirs.

La qualité, la portée et la comparabilité internationale des données sur les intrants et les extrants des nouvelles technologies et des nouveaux modèles d'entreprise, surtout dans les services, méritent l'attention urgente des hautes sphères de la politique.

Enfin, dernier point mais non des moindres, l'innovation dans les nouvelles technologies des sciences du vivant devrait ouvrir des opportunités pour la croissance de la productivité et de la production dans le reste de l'économie et résoudre certaines des difficultés de la politique sociale, à première vue inextricables, auxquelles doivent faire face les pays de l'OCDE.

Le simple raisonnement logique - l'innovation augmente la productivité, qui améliore le niveau de vie - doit constituer le point de départ de toutes les délibérations.

Du commerce international à l'innovation

La principale motivation derrière le Projet sur la croissance de l'OCDE consiste à déterminer et à proposer une formule de nature à permettre une augmentation durable du taux de croissance de la productivité (et donc de la croissance de la production non inflationniste) qui repose largement sur l'économie (c'est-à-dire qui puisse transparaître dans les statistiques macroéconomiques.)

Il semble largement admis que l'innovation tirée par la technologie des communications et de l'information (TCI) dégage des gains de productivité significatifs, et la discussion sur l'élargissement de son impact sur l'économie est étroitement liée au débat relatif à l'élargissement des opportunités numériques, pour créer de la richesse et relever le niveau de vie.

Du côté des entreprises, les TCI permettent d'intégrer des modèles concurrents à la structure du marché existant. La réforme de la réglementation favorable à l'ouverture des marchés à la concurrence représente donc une condition *sine qua non* du développement des affaires électroniques et du passage de l'ancienne à la nouvelle économie.

Elargir la portée des échanges et des investissements internationaux constitue le moyen le plus efficace, sinon le seul dans la pratique, d'ouvrir les secteurs à la concurrence et de propager cette évolution tirée par l'innovation.

Le secteur manufacturier ayant déjà été l'objet d'une libéralisation substantielle des échanges, du point de vue des pays de l'OCDE, un élan en faveur de la libéralisation des télécommunications et des échanges de services occupe une place prépondérante dans la politique d'encouragement de l'innovation, du développement des marchés et de la croissance.

Un engagement planétaire dans ce sens passe par l'adhésion à l'économie de marché, au système d'échanges mondial, avec son lot d'accords déjà conclu et ses négociations en cours, ainsi que par l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations.

Innovation et croissance mondiale

Document de discussion Novembre 2000

Partie I. De l'innovation à la croissance

Le débat sur l'émergence d'une « nouvelle économie » peut prendre plusieurs directions. Au BIAC, nous envisageons ce sujet de discussion autour des questions suivantes : quelles sont les différentes formes de l'interaction entre innovation, qu'elle soit technologique ou managériale, et productivité, dans les pays de l'OCDE ? Comment cette relation subit-elle l'influence d'autres variables, telles que la qualité du cadre réglementaire, le coût du capital et le niveau d'instruction de la population ? La nature et la force de l'innovation ont-elle changé radicalement, au point d'influer significativement sur la croissance de la productivité dans certains pays ? Dans quelle mesure cela améliore-t-il la croissance et jusqu'à quel point d'autres facteurs interviennent-ils ? Que peuvent faire les autres pays pour profiter pleinement des innovations techniques ?

La compréhension de l'impact de l'innovation est le point de mire des milieux d'affaires et de l'OCDE.

Dans l'opinion publique, l'essentiel de la discussion sur la « nouvelle économie » se limite aux effets sur l'économie des nouveaux modèles de vente qui se répandent sur Internet. Pour importante et fascinante qu'elle soit, cette discussion n'envisage toutefois qu'un aspect limité des mutations technologiques et managériales auxquelles on assiste actuellement. Même si les nouveaux « *business models* » (modèles d'entreprise) qui accompagnent les technologies de communication parviennent à maximiser les gains de productivité, ceux-ci sont principalement propres à chaque entreprise ou concernent un segment particulier – celui des transactions entre entreprises (B to B) – et sont donc difficilement mesurables. Dans ce contexte, l'initiative de l'OCDE tendant à démontrer qu'il pourrait exister des facteurs nouveaux concernant la croissance économique, et une nouvelle perception de l'influence de certains autres facteurs, vient donc jeter un éclairage extrêmement précieux sur un débat qui, sans cela, serait par trop restrictif.

*La « nouvelle économie » va bien au-delà des seules technologies de l'Internet, pour embrasser tous les secteurs de « l'ancienne économie » utilisant ces technologies. Or, le reste de l'économie progressera plus ou moins bien, selon les incitations du marché et l'émergence des innovations. L'évolution à observer avant toute autre sera donc la réorganisation de la production et de l'activité commerciale accompagnant la numérisation et l'adoption des technologies de réseau, notamment le « *business process* », en accordant une attention toute particulière à la vitesse phénoménale des changements.*

Si l'innovation est si rapide, c'est grâce à la technologie, qui s'auto-entretient et permet à la direction d'une entreprise privée de s'adapter à une vitesse étonnante. En même temps, cette invention crée de nouveaux produits et marchés pour les clients de ces biens et services, modifiant la demande parfois si rapidement que même les créateurs de modèles les plus en pointe sont incapables d'établir des prévisions. Dans le domaine technologique, on pense désormais en « années web », c'est-à-dire en périodes de trois mois.

Le rythme et la persistance remarquable de la tendance à la baisse des prix des technologies de la communication et de l'information (TCI) font partie des facteurs clés qui ont ouvert la voie au puissant outil que constitue Internet, qui, à son tour, permet des gains d'efficacité. On ne saurait trop souligner que cette évolution est survenue dans un secteur caractérisé par une concurrence féroce et l'internationalisation de la production, où les tentatives de prédire qui seraient les gagnants ont incontestablement échoué.

Si l'offre de plus en plus large de matériels TCI annonce simplement la nouvelle économie, la qualité et l'ampleur nettement accrues des opportunités commerciales aujourd'hui viables entrent encore plus en ligne de compte, étant donné l'omniprésence de ces équipements. Pour pouvoir se développer, les marchés des nouveaux biens, services ou modèles d'entreprise doivent être ouverts à la concurrence, et la compatibilité des politiques à l'échelle planétaire y contribuerait grandement.

Phase 1 du « Projet sur la croissance » de l'OCDE

Selon des études de l'OCDE, l'augmentation de la productivité s'est sensiblement accélérée aux Etats-Unis vers 1995, ce qui apparaît très exceptionnel dans un pays situé à la frontière de la productivité dans de nombreux secteurs. *Les économistes estiment que la croissance économique américaine a progressé de 100 points de base en 1999, grâce aux seuls achats de produits TCI (représentant un taux de croissance de 4,2 %, au lieu de 3,2).* Toutefois, lorsque l'on mesure ensuite l'effet des TCI sur la productivité du reste de l'économie, des questions conceptuelles et empiriques rendent les conclusions difficiles. Outre les Etats-Unis, seuls quelques pays de l'OCDE ont enregistré des résultats positifs persistants ou améliorés en termes de croissance de la productivité et/ou du PIB par habitant.

Les principales analyses réalisées par l'OCDE au premier semestre 2000 exposent méthodiquement la plupart des éléments attestant la corrélation entre TCI, innovation, productivité et croissance¹. Les travaux spécifiques sur les effets de l'innovation et des TCI sur la croissance donnent une bonne idée de leur impact, qui est significatif dans certains pays.

Eu égard au nombre réduit de données disponibles et à la difficulté de les comparer, le travail accompli par le personnel de l'OCDE est le meilleur que l'on puisse réaliser sur ce sujet à l'heure actuelle. Certaines des variables recherchées, telles que la productivité ou le PIB effectif par habitant, se comportant de façon stochastique (c'est-à-dire aléatoire), on ne saura que dans quelques années s'il y a eu une accélération à long terme de la productivité américaine. La période étudiée (1995-1999) est en effet trop courte, même en disposant de toutes les données la concernant. Il appartient donc à l'OCDE de modérer l'enthousiasme, tout en continuant de promouvoir les politiques favorisant l'innovation et la concurrence.

Même si l'interprétation des données est soumise aux limites empiriques et conceptuelles de ce qui n'est peut-être que l'amorce d'un retour vers une croissance accélérée de la productivité (comme dans la période 1950-73), les études de l'OCDE offrent néanmoins des pistes extrêmement intéressantes permettant de poursuivre et d'approfondir l'analyse sur un plus large éventail de pays. Les études menées sont référencées dans les « Sources des données figurant dans le Tableau 1 », en fin de document.

L'innovation est le moteur du marché et, à l'OCDE, les outils d'analyse permettent d'innover.

Les études de l'OCDE ont permis de comprendre que dans la dernière décennie, une part significative de la croissance du PIB enregistrée par certains pays membres était due à un

recours plus fréquent aux facteurs de production. Il faut que ce point soit mentionné dans le message politique final. Le fait de pouvoir augmenter le facteur main d'œuvre est le premier responsable de la croissance plus élevée par habitant observée dans certains pays (tels que l'Irlande, la Corée, les Pays-Bas) mais il joue également un rôle central dans des pays connaissant une croissance accélérée de la productivité multi-facteurs (ou globale des facteurs) (MFP).

D'après les études de l'OCDE, la croissance MFP continue de jouer un rôle important dans la plupart des pays (peu nombreux) dont on considère que le taux de croissance du PIB par habitant a augmenté. Parallèlement, on reconnaît dans l'innovation, à juste titre, le principal vecteur de la croissance MFP. *Mais* il est évident que l'innovation ne prend pas la forme d'une vague d'améliorations démarrante, et avançant simultanément, dans toutes les entreprises produisant un bien ou service déterminé. *Au contraire, l'innovation technique, généralement accompagnée des innovations et adaptations managériales, semble se développer dans un petit nombre de sociétés et une fois qu'elle explose, ou qu'elle se révèle être une réussite, elle tend à s'étendre au reste du secteur par émulation.*

Pour ce faire, les grandes entreprises doivent au départ obtenir un avantage significatif par rapport à leurs concurrents et à *leurs dépens*. C'est à ce stade du lien innovation-productivité que le destin des pays risque de diverger, en raison des attitudes extrêmement différentes adoptées par les autorités publiques de la zone OCDE face au succès et à l'échec d'une entreprise. *En effet, si le gouvernement tend systématiquement vers une assistance automatique et évolutive aux entreprises en difficulté, les incitations à poursuivre l'innovation et à réagir par de nouvelles innovations s'en trouveront forcément réduites*ⁱⁱ.

L'innovation remplace ce qui est obsolète par des opportunités de croissance plus rapide.

Beaucoup de dirigeants appartenant au BIAC sont persuadés que la diffusion des TCI a fortement contribué aux innovations et à la croissance de ces dernières années. L'étude réalisée par la Direction de la Science, de la Technologie et de l'Industrie analyse de façon éloquente les diverses voies par lesquelles les TCI et les réseaux numériques influent sur la R&D et l'activité économique elle-même, pour générer une productivité accrue. Mais il faut souligner que les TCI ne peuvent être à l'origine d'une amélioration de la productivité de l'économie dans son ensemble qu'en conjonction avec un environnement économique privilégiant la capacité à s'adapter – notamment un cadre réglementaire favorable aux entreprises, ainsi que la possibilité de se financer à faible coût et de bénéficier d'une main-d'œuvre de qualité.

C'est particulièrement vrai pour les technologies de réseaux nouvelles ou nouvellement diffusées, plus particulièrement Internet et les nouveaux « *business models* » qui s'en inspirent. Au départ, leur effet le plus évident et le plus mesurable tend à être une réduction considérable des coûts de l'entreprise.

Dès lors, c'est inévitable, le « secteur » faisant l'objet d'innovations de nature technologique doit croître, et rapidement, à partir d'une base initiale réduite. C'est pourquoi, à ce stade, les hausses de productivité à l'échelle de l'économie sont étroitement liées à la capacité de cette dernière de permettre, d'abord, la disparition de certaines activités, ensuite à la capacité du reste de l'économie de déplacer des ressources provisoirement « dégagées » vers d'autres emplois. Si la politique du gouvernement est axée sur la protection des activités existantes, les créations d'entreprises et d'emplois risquent d'être freinées.

Précisons notre point de vue. Tout le monde sait qu'en ce moment, le secteur des produits TCI manque cruellement de personnel qualifié. Il se peut même qu'à certains endroits, on obtienne des créations d'emploi nettes en transformant des entreprises pour satisfaire ces besoins du secteur TCI. Il s'agit ici de souligner les conditions appropriées nécessaires à canaliser et utiliser la « destruction constructive », plutôt que de faire comme si elle n'existait pas, parce qu'elle ne présente aucun intérêt politique.

D'autre part, il est évident que les nouvelles technologies, mais également les nouvelles conditions du marché (disparition de barrières empêchant la circulation internationale des marchandises et des capitaux, procédés de production, et concurrence plus vive sur la plupart des marchés) accélèrent la vitesse de diffusion des innovations dans l'économie. Il est donc d'autant plus important d'adopter la bonne politique publique face à la « destruction ». Fortes de ce principe, beaucoup d'entreprises appartenant traditionnellement à « l'ancienne économie » sont rapidement en train de devenir des sociétés de la « nouvelle économie » en se tournant vers le commerce électronique, afin d'adapter leur « business model » et de gagner du terrain sur leurs concurrents. Les discussions sur les politiques à suivre devraient avoir pour objectif de définir la bonne combinaison des facteurs rendant cette conversion plus ou moins difficile.

Innover dans la compréhension de la dynamique complexe des marchés représente un objectif majeur pour l'OCDE.

Le contexte de la dynamique des marchés est tout à fait différent de celui qui existait il y a une vingtaine d'années. La plupart des pays sont beaucoup plus ouverts au commerce et la production se mondialise. La majorité des marchés de produits se caractérisent par une concurrence plus forte ou, lorsque ce n'est pas le cas, par des pressions politiques croissantes destinées à les ouvrir à la concurrence, ce qui pourrait produire le même effet sur les attentes à plus long terme des dirigeants. Les réformes de la réglementation propagent les pressions concurrentielles à des secteurs qui jusqu'alors en étaient préservés.

De nombreux secteurs connaissent une mutation rapide du fait des fusions et acquisitions et d'autres formes de rapprochement d'entreprises, traversant souvent les frontières politiques. En effet, il est désormais établi que la grande majorité des investissements directs étrangers sont liés aux fusions et acquisitions réalisées ces dernières annéesⁱⁱⁱ. Même si toutes les fusions ne sont pas une réussite, cela laisse à penser qu'il faut réorganiser les capacités industrielles, y compris les services, à des échelles géographiques distinctes de l'Etat-nation.

Dans certains pays, les marchés des facteurs (travail et capital, principalement) ont fait l'objet de nombreuses réformes et de fortes pressions politiques s'exercent sur les pays en retard dans ce domaine. L'on sait que tous ces facteurs auront forcément des répercussions importantes sur le climat économique et sur l'innovation. Et l'effet considérable des TCI et des technologies de réseau vient s'ajouter à l'équation, dont il constitue un facteur supplémentaire, puissant et catalytique.

Mais les pays ne sont pas égaux et n'avancent pas au même rythme face aux changements de l'environnement économique. Il serait souhaitable de centrer l'analyse du phénomène capital au plan économique que représente l'évolution de l'innovation et de la productivité dans un cadre tenant compte de chacune des dimensions de cet environnement et de leurs interactions.

L'OCDE est tout désignée pour réaliser une telle analyse et consacrer une bonne partie du travail de suivi du « Projet sur la Croissance » à cette question. *L'Organisation est en effet bien placée pour exploiter les conclusions de trois de ses projets « horizontaux » bien connus : Stratégie de l'Emploi, Réforme de la Réglementation et Commerce Electronique. Le BIAC estime qu'un projet synthétisant les connaissances et la compréhension acquises dans ces trois analyses sur la façon dont leur combinaison et leur interaction affectent les perspectives d'innovation et de croissance économique, aurait beaucoup de retombées positives.* En effet, la phase 2 du Projet sur la Croissance devrait avant tout en être le commencement.

Faire passer le message

Un bref coup d'œil sur les études existantes de l'OCDE (voir annexe – Classement à l'aide d'indicateurs – et tableaux 1 et 2) corrobore largement l'hypothèse selon laquelle, lorsque la croissance de la productivité et de la production est satisfaisante ou s'améliore, voire les deux, c'est que les bons indicateurs de l'ouverture aux TCI, de l'adaptabilité du marché du travail et du cadre réglementaire coexistent. L'OCDE pourrait utilement développer cet aspect.

En fait, il est difficile d'imaginer comment des investissements considérables dans les TCI et même les compétences peuvent déboucher sur une progression généralisée de la productivité dans une économie où le démantèlement des activités économiques redondantes fait habituellement l'objet de négociations avec ceux qui souhaitent leur maintien. Il faudrait que l'OCDE s'attache à faire passer ce message et à ne pas entretenir de faux espoirs.

L'examen des résultats de la croissance et des conditions de marché (voir annexe) ne constitue qu'une ébauche et n'est pas concluant du point de vue scientifique. Son objectif se limite à proposer des pistes pour une analyse plus solide et plus fouillée de l'interaction entre, d'une part, les marchés de facteurs, les marchés de produits et l'adaptation à la technologie, et, d'autre part, l'innovation et la productivité.

Quoi qu'il en soit, les études sur la croissance réalisées cette année par l'OCDE n'aboutissent qu'à une meilleure analyse des innovations techniques générées par les TCI et de leur lien avec la hausse de la productivité. Le traitement de l'intégration des TCI dans cette dernière et dans la relation MFP-R&D n'a de valeur probante que si l'on se fie inconditionnellement à l'économétrie. *Dans ces conditions, il serait indiqué d'élargir le champ du projet sur la Croissance et d'explorer l'hypothèse selon laquelle « oui, l'innovation résultant des technologies améliore vraiment la productivité et la croissance économique, mais seulement lorsque d'autres facteurs influant sur la capacité de l'économie à s'adapter aux mutations y sont propices ».*

Si l'on accepte le raisonnement suivi jusqu'à présent dans ce document, on doit reconnaître qu'adopter la « nouvelle économie » comme un Deus ex machina comporte certains risques inévitables. Et les milieux décideurs des pays de l'OCDE ne sont pas insensibles aux appels de sirènes. C'est pourquoi il est essentiel que l'OCDE définisse clairement l'interrelation existant entre ce qui représente peut-être de « nouveaux » facteurs et les « anciennes » connaissances et perceptions, dont l'Organisation est à l'origine, sur des aspects fondamentaux de la prospérité économique, tels que la capacité du marché du travail à s'adapter ou les réformes de la réglementation.

Dans le débat actuel sur l'ancienne et la nouvelle économie, nous définirions la seconde comme étant la première équipée d'un turbo, ce turbo ne représentant pas simplement un outil

technologique et statique, mais également la vitesse d'investissement dans l'innovation. La prochaine étape pour les chercheurs consistera à déterminer la meilleure architecture pour le circuit d'essai du turbo, afin d'éviter que la nouvelle machine ne percute le mur de la résistance sociale ou de l'indifférence.

Des données plus fiables

Les milieux économiques reconnaissent la valeur des données fournies par les organismes statistiques nationaux et internationaux, tels que l'OCDE. Les informations sérieuses, c'est-à-dire celles approuvées par des gouvernements utilisant les méthodes les plus récentes, souvent onéreuses mais approfondies, sont précieuses et justifient leur coût. Ceci est fondamental car pour pouvoir élargir le présent débat à son aspect technologique, il faut disposer, pour un maximum de pays, de données sérieuses et comparables au niveau international sur les nouveaux indicateurs que sont les logiciels, les affaires électroniques, les services TCI, les biotechnologies et les sciences et technologies en général. Grâce à ces données, les mesures de la productivité refléteront mieux la réalité. *L'harmonisation internationale de la mesure des TCI est particulièrement essentielle à une bonne compréhension des tendances sous-jacentes, de même que l'obtention de données comparables au niveau international sur la productivité des secteurs de services.*

A chaque fois que de nouveaux thèmes, tels que le commerce électronique, la nouvelle économie ou les biotechnologies, apparaissent sur les agendas et mobilisent l'attention des décideurs, l'OCDE doit demeurer vigilante et leur rappeler que les bons choix en matière de politique ne pourront être faits que si l'on a auparavant réalisé un travail plus fastidieux de statistiques et de mesure d'autres indicateurs. C'est la raison d'être de l'OCDE.

En résumé, l'OCDE pourrait orienter utilement la phase 2 du Projet sur la Croissance vers une analyse transnationale de l'interaction entre les nouvelles politiques à adopter et les connaissances et la perception actuelles acquises grâce à d'excellentes études de l'OCDE réalisées dans le passé, notamment la « Stratégie de l'Emploi » et la « Réforme Réglementaire ».

PARTIE II. Du commerce international à l'innovation

L'innovation et les opportunités numériques

Dans la section précédente de ce document, nous avons avancé que l'innovation découlant des progrès de la technologie et du management peut déboucher sur des gains de productivité lorsque l'environnement réglementaire des marchés du travail, des capitaux et des produits est propice à la concurrence et à l'adaptation. En raison des technologies et des approches nouvelles, la société doit accepter et encourager les nouvelles entreprises et les nouveaux marchés qui nécessitent de modifier, voire d'abandonner, les anciennes méthodes.

Cette innovation technique et managériale se traduit par la « marchandisation » ou une super disponibilité de l'information, et peut donc susciter des gains massifs de productivité pour les procédés et les branches existants, qui seraient sinon menacés de perdre leur compétitivité sur le marché. C'est la raison pour laquelle, malgré l'importance de nombreuses formes d'innovations scientifiques et technologiques, le débat actuel sur la productivité se concentre sur l'impact des technologies de l'information et des services connexes sur l'innovation dans toute l'économie.

Pour que l'innovation influe effectivement sur la productivité et le revenu à l'échelle d'un pays, les facteurs et les conditions nécessaires doivent être largement disponibles. *Dans sa phase actuelle, la vague de croissance tirée par l'innovation pose un problème crucial, qui tient à l'expansion et à la répartition des opportunités « numériques ».* Dans la mesure où ces opportunités peuvent être réparties au sein des pays et entre les pays, elles peuvent contribuer au développement économique et l'encourager. *La libéralisation des échanges constitue un moteur essentiel pour la réalisation de cet impératif mondial.*

Il convient de noter que les échanges qui favorisent cette diffusion de la nouvelle économie sur la planète produisent un impact positif, fondé sur la technologie, sur les autres domaines de la politique nationale : environnement, éducation et travail.

Il importe de préciser que les échanges peuvent faciliter l'ajustement dans les secteurs et les entreprises contraints de s'adapter à des technologies nouvelles pour alimenter leur croissance. Parmi ses effets induits, la nouvelle économie renforce la nécessité d'une libéralisation des échanges et de l'investissement dans les secteurs traditionnels (OCDE). On ne pourra pleinement bénéficier des bienfaits du progrès technologique que si les secteurs traditionnels sont capables d'évoluer dans un environnement plus libre et plus flexible, en réagissant et en se confrontant aux nouveaux marchés, fruits de l'innovation et des opportunités numériques.

Par ailleurs, lorsque ces nouvelles opportunités ne se propagent pas rapidement, elles peuvent contribuer à la formation de « pièges », dans lesquels les laissés-pour-compte tomberont et se feront encore distancer par les initiés du monde numérique. Pour n'avoir pas su s'adapter aux nouveaux besoins de compétences, de savoir et de contexte, les catégories de population ou les pays privés d'accès aux technologies numériques ou des compétences nécessaires pour les utiliser ne pourront pas suivre ceux qui ont su évoluer.

A l'heure actuelle, les discussions sur les politiques publiques qui tournent autour de ce que l'on appelle le « clivage numérique » semblent excessivement concentrées sur le clivage. Elles ne mettent suffisamment l'accent ni sur les opportunités ni sur la détermination du point à partir duquel des dotations insuffisantes risquent de se transformer en piège. Pour éviter que ces discussions sur le « clivage numérique » se transforment en prophétie auto-réalisatrice, le débat doit s'attacher à mieux comprendre comment faire progresser les opportunités numériques. *C'est le système commercial multilatéral qui constitue la meilleure voie.*

Les liens entre l'innovation et le cadre réglementaire^{iv}

Si l'on veut que les opportunités numériques se diffusent rapidement dans le cadre de l'activité économique, il faut réunir les conditions suivantes :

- les facteurs de production des technologies de l'information et des communications (logiciels compris) doivent être largement disponibles dans une économie de marché ;
- le cadre réglementaire doit être très favorable à la concurrence et à la création d'entreprises ;
- il faut mettre en place des incitations suffisantes pour encourager l'acquisition des compétences et les modifications nécessaires dans la structure de la main-d'œuvre ;
- des changements considérables sont nécessaires dans les attitudes et la capacité à tous les niveaux de la société concernant l'application et l'utilisation de la technologie de l'information dans les affaires et ailleurs, et
- il faut continuer de renforcer les normes pour la protection des droits de propriété intellectuelle dans le monde entier.

Si la disponibilité des facteurs de production peut sembler essentielle, il s'agit d'un aspect pour lequel on sait clairement quelles sont les mesures les plus efficaces. Même si l'on exclut les initiatives caritatives destinées à procurer des outils d'information et de communication aux populations défavorisées (et ces activités restent significatives) le rapport qualité/prix de ces outils augmente rapidement et devrait continuer d'évoluer positivement, ce qui distingue ce secteur de toutes les autres catégories de biens de consommation dans l'histoire récente^v. La vraie difficulté pour les décideurs consiste ici à encourager et à utiliser cette disponibilité croissante.

La disponibilité des outils des nouvelles technologies ne constitue qu'une première étape, certes essentielle. Les opportunités numériques que nous souhaitons diffuser se concrétisent dans les nouvelles opportunités commerciales^{vi}. En particulier, tout impact sérieux sur la productivité découlant de l'adoption de nouveaux modèles d'entreprise revêt généralement la forme d'une ouverture au marché de parties de la chaîne de production et d'approvisionnement.

Si l'impact du commerce électronique se répercute dans tous les secteurs de l'économie, et si l'on accorde beaucoup d'attention au sort du commerce électronique destiné au consommateur privé, à l'heure actuelle, c'est dans le commerce entre entreprises (B2B) que se manifeste l'influence la plus marquée de cette activité^{vii}.

Si le secteur manufacturier occupe une place significative dans le commerce entre entreprises, on peut également trouver un potentiel considérable pour cette activité dans le secteur des services, notamment dans la finance, les télécommunications, la logistique, l'éducation et l'énergie, qui constituent la réalité de l'infrastructure globale de l'économie mondiale. Ce n'est pas seulement parce que les services représentent la majeure partie (de la moitié aux trois quarts) du PIB dans les pays industrialisés, mais aussi parce que ces secteurs restent jusqu'ici les plus protégés contre la concurrence. Dans un environnement de plus en plus concurrentiel, un nombre croissant d'entreprises et de secteurs se trouvent contraints d'associer des services à la clientèle aux activités de transformation. C'est l'innovation fondée sur la technologie qui est la mieux à même de susciter des gains de productivité dans le secteur privé ainsi qu'une amélioration de l'efficacité et de l'efficacités dans les services publics.

Ces tendances ont une conséquence évidente : *diffuser l'impact des nouvelles technologies et des nouveaux modèles d'entreprise sur la productivité de tous les secteurs impose d'ouvrir davantage de secteurs à la concurrence et à la contestabilité des marchés*. Comment peut-on imaginer de promouvoir le commerce électronique sans promouvoir la concurrence et la réforme de la réglementation dans les télécommunications, les services financiers, la distribution, les transports, l'énergie, la santé, l'éducation, les loisirs et les marchés publics. C'est dans ce contexte que le lien entre la productivité et la nécessité de s'ouvrir à la concurrence doit être approfondi^{viii}.

Les interdépendances internationales constituent la réforme de la réglementation par excellence

Il ne suffit pas de réviser la structure réglementaire d'un marché et de lever les obstacles à l'entrée sur ce marché. Il faut aussi qu'il y ait des entreprises désireuses et capables d'y entrer. C'est particulièrement le cas dans les secteurs caractérisés par des investissements corporels massifs et par l'existence d'entreprises implantées de longue date. La concurrence étrangère a toujours été l'une des sources de concurrence les plus importantes pour un marché. Les nouvelles techniques et les innovations managériales, qui s'expliquent *a priori* par une nouvelle compétence dans une activité nouvelle donnée, ont tendance à être favorisées et développées dans des endroits bien précis du monde (les « centres d'excellence »). Seule une intensification des échanges et des relations d'investissement à l'international pourra donc en assurer la propagation dans le monde entier^{ix}.

Il faut comprendre que les efforts visant à réformer la réglementation sont à la traîne par rapport à l'accélération de l'investissement et des changements dans le secteur privé. *C'est particulièrement le cas pour les obstacles qui entravent la mise en place d'une solide infrastructure de services mondiale*.

Il faut faire deux observations concernant les échanges internationaux de services. Premièrement, ces échanges se caractérisent par un degré élevé de segmentation à l'échelle mondiale et par la présence de barrières aux échanges transfrontières. Deuxièmement, malgré les efforts résolus de l'OMC, on a l'impression que les discussions sur la poursuite de la libéralisation sont au point mort. Résultat : si, dans de nombreux pays, les gouvernements s'engagent publiquement à donner la priorité aux nouvelles technologies, aux affaires électroniques, à la productivité et à la croissance, les avancées laissent à désirer dans les domaines de la politique publique qui influent le plus fortement sur ces objectifs.

Deux diagrammes joints au présent document synthétisent l'état des engagements internationaux concernant l'accès aux marchés des services en ligne. Les informations mentionnées sur ces diagrammes sont fondées sur une étude de la Direction des échanges de l'OCDE^x. Ces données représentent les engagements pris en faveur de l'accès aux marchés transfrontières par un échantillon de pays et de secteurs que nous considérons comme représentatifs des utilisateurs du commerce électronique. Nous avons utilisé trois nuances d'ombrage : le noir pour l'absence d'engagement, le gris pour un engagement partiel et le blanc pour un engagement complet. Un certain nombre de messages se dégagent de ces graphiques :

Premièrement, *la figure 1* sur les engagements dans le domaine des services des technologies de l'information confirme que, à l'exception de quelques pays, le marché est ouvert pour l'essentiel. Cela signifie que la « technologie » du commerce électronique peut facilement traverser la plupart des frontières. Des questions subsistent sur les définitions et sur la classification de tel ou tel service dans les engagements existants, mais ces questions devraient pouvoir être résolues.

La figure 2, sur les engagements dans le secteur du commerce électronique, décrit les engagements internationaux de certains secteurs, et donne un tableau très différent. Tout d'abord, le volume de noir et de gris par rapport au blanc confirme ce que l'on avance depuis un certain temps sur les engagements relatifs aux services dans l'*Uruguay Round*, à savoir que les engagements véritables ne sont pas très nombreux. Dans la plupart des cas, il n'existe aucune certitude quant à la capacité de faire, ou de continuer de faire, du commerce électronique transfrontières dans de nombreux secteurs.

Deuxièmement, nous estimons que le volume relatif de gris du côté droit de la *Figure 2* indique autre chose. Ces secteurs et sous-secteurs ont initialement fait l'objet de négociations dans le cadre de l'Annexe sur les services financiers. Ce graphique montre clairement que des progrès ont été réalisés dans les négociations distinctes par rapport à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) lui-même. On peut donc en conclure qu'il n'est pas inutile de favoriser un axe sectoriel.

Troisièmement, l'étude des pays au cas par cas confirme un autre phénomène lié aux négociations : certains pays sont à la traîne, car ils ont pris peu, voire pas, d'engagement. Or, un engagement résolu en faveur de l'ouverture à la concurrence joue un rôle essentiel dans l'accroissement de la taille des marchés disponibles pour les innovateurs, y compris dans les petits pays. De même, conclure des accords internationaux plus poussés et de plus grande portée jouera un rôle critique dans la diffusion des technologies et des pratiques commerciales novatrices, en particulier en apportant aux investisseurs un environnement plus prévisible dans lequel ils pourront investir des ressources productives à long terme (OCDE).

Cependant, le message général est le suivant : si l'on veut plus de certitude (et d'investissements) dans le commerce électronique mondial, il reste un travail considérable à accomplir pour conclure des engagements internationaux plus poussés et de plus grande portée.

Note sur les « opportunités numériques »

Comme nous l'avons vu, la nécessité de développer les opportunités d'innovation découlant des technologies numériques, et d'éviter les « clivages numériques » retient à juste titre

l'attention des décideurs des plus hautes sphères de la politique. Il n'est pas inutile d'opérer une distinction entre les diverses sphères dans lesquelles les questions d'opportunités et de clivages numériques peuvent influencer sur les performances économiques relatives :

- i) à l'intérieur des pays, et en particulier, de notre point de vue, des pays de l'OCDE ;
- ii) entre les pays développés à économie de marché (qui correspondent *grosso modo* aux pays de l'OCDE) ; et
- iii) entre le groupe des pays développés à économie de marché, d'une part, et celui formé par les pays émergents à économie de marché ainsi que les pays en développement, d'autre part.

A l'heure actuelle, les entreprises ont engagé des discussions de fond, dans le contexte du BIAC-OCDE^{xi} et ailleurs, sur la première et la troisième sphères, et les résultats des études en cours constitueront des informations précieuses pour les entreprises et les pouvoirs publics. Cependant, il n'est pas inutile d'insister sur la deuxième des trois sphères énumérées ci-dessus. Même s'il s'agit de comparaisons entre pays, elles ne sont pas pour autant dénuées de conséquences pour les décideurs des pays de l'OCDE dans un contexte de politique intérieure pure.

Jusqu'à récemment, on aurait pu affirmer avec certitude qu'à quelques exceptions près, la plupart des pays de l'OCDE avaient atteint un « stade de développement » analogue, avec des économies structurellement semblables et des indicateurs du développement humain (comme l'alphabétisation, les qualifications, etc.) comparables. La rapidité du changement induit par l'innovation technologique peut remettre considérablement en cause cette conception. Un coup d'œil aux articles consacrés à la « disposition au commerce électronique » et à la « disposition aux TCI » procure une image qui diffère radicalement de ce tableau.

Concernant ces indicateurs, il existe de vastes différentiels dans les niveaux relatifs des pays de l'OCDE concernant les taux de pénétration des nouveaux outils technologiques (ordinateurs, systèmes de télécommunications mobiles, pages Internet, serveurs sûrs, etc.), les prix des services connexes (coût de l'accès, des interconnexions) et les nouveaux types de transactions passant par les nouveaux médias. Les données disponibles montrent que ces différentiels ont pris des proportions qui ne sont manifestement pas justifiées par les écarts actuels de revenu par habitant ou de niveaux d'instruction observés entre les différentes économies à revenu élevé de l'OCDE, ni par leur niveau global de développement technologique.

On peut en tirer une conclusion potentiellement significative. Les différentiels actuellement observés entre les pays Membres de l'OCDE concernant l'exploitation de ces nouvelles opportunités numériques traduisent peut-être des différences d'opportunités entre les initiés et les laissés-pour-compte, mais aussi les différences entre ceux qui souhaitent, et ceux qui refusent, le changement. Vu l'évolution très rapide ces opportunités, les différences de méthodes et d'attitudes dans un nombre de domaines relativement restreint entre des économies par ailleurs analogues pourraient rapidement déboucher sur des écarts importants entre pays de l'OCDE concernant la productivité, le revenu par habitant et, *in fine*, le niveau de développement.

Cet aspect du clivage numérique devrait grandement préoccuper l'OCDE, qui est une organisation fondée sur la notion « d'économies structurellement analogues conduites par des

gouvernements ayant une même vision ». L'OCDE est particulièrement bien placée pour étudier les différences observées entre ses membres aux premières heures des technologies novatrices, ainsi que les disparités tout aussi criantes dans la politique et la pratique relatives aux domaines suivants : réglementation/auto-régulation, éducation, marché du travail, ouverture aux échanges et aux investissements internationaux, ainsi que les activités directement liées à l'utilisation des nouvelles technologies et à l'innovation.

Du commerce international à l'innovation

La politique multilatérale des échanges joue un rôle complémentaire non négligeable en aidant les pays à exploiter le potentiel de croissance et de développement de la nouvelle économie. Cela fait plus de 50 ans que le système GATT/OMC contribue largement à la croissance économique et au relèvement du niveau de vie dans le monde. Il est vital que ce système reste solide et qu'il soit corrigé et amélioré dans le contexte du marché mondial dynamique d'aujourd'hui.

L'ouverture d'un nouveau cycle de l'OMC est l'un des objectifs premiers du BIAC. Il faut pour cela faire avancer l'agenda incorporé de l'OMC sur les services. Le BIAC souhaiterait également insister sur l'importance de la protection des droits de propriété intellectuelle et des accords et engagements passés au sein de l'OMC.

Les négociations Services 2000 de l'OMC mandatées par l'*Uruguay Round* jouent un rôle déterminant dans la préservation et la progression de la prospérité mondiale. En règle générale, dans ces négociations, les pays devraient avoir pour objectif premier d'élargir et d'approfondir les engagements pris dans le cadre de l'AGCS. *Le but ultime est de parvenir à des marchés contestables dans tous les secteurs et dans chaque pays membre de l'OMC.*

Les échanges transfrontières de services s'opèrent largement, et de plus en plus souvent, via des moyens électroniques, et la technologie de l'information facilite considérablement la prestation transfrontières de services. Par conséquent, la prestation de services via les réseaux de communication est couverte par l'AGCS au même titre que les autres vecteurs. Les engagements sectoriels des pays dans le cadre de l'AGCS s'appliquent aux transactions, que les services passent par ces réseaux de communication ou par des canaux plus traditionnels.

Diverses sources, dont la publication de l'OCDE intitulée *Pour l'ouverture des marchés : les avantages de la libéralisation des échanges et de l'investissement*, regorgent de preuves indiquant que la disponibilité croissante d'outils abordables pour l'innovation est étroitement liée à la nature concurrentielle des marchés sur lesquels ces produits s'échangent. Dans la première partie de ce document, nous avons noté que les marchés de ces produits se caractérisent également par un degré élevé d'internationalisation. Une proportion importante de produits finis est donc vendue à l'étranger, et les échanges intra-sectoriels sont considérables, en raison de la dispersion des sites de production et des sources d'approvisionnement.

A cet égard, les négociations commerciales d'après l'*Uruguay Round* ont débouché sur un niveau d'engagement significatif en faveur de la libéralisation des biens TCI dans les principales économies, dont l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) de décembre 1996 (dont la nouvelle version, ATI II, est en cours d'élaboration), l'Accord sur les services de télécommunication de base de février 1997, dans le cadre de l'AGCS, et la

Déclaration sur le commerce électronique mondial de mai 1998. Il est prioritaire d'achever la mise en œuvre des engagements existants et de veiller à leur adoption dans tous les pays.

La libéralisation des échanges via Services 2000 offre une grande chance d'effectuer un saut quantique vers la prospérité mondiale. Avec la révolution de l'information, ou « troisième vague », l'innovation et l'efficacité dans la production de services font partie intégrante de la croissance économique. Les services occupent aujourd'hui une place centrale dans le succès du secteur manufacturier et de l'agriculture fondé sur la concurrence. Les télécommunications, les transports, les finances, l'assurance, la distribution, l'énergie et les services liés à l'information sous-tendent toutes les formes de commerce international et tous les aspects de l'activité économique mondiale.

Conclusions sur la politique commerciale multilatérale et nationale

Les décideurs doivent être à l'affût des synergies à l'œuvre dans l'économie actuelle et qui peuvent susciter les innovations. Ces synergies n'étant pas toujours prévisibles, le dialogue entre le secteur privé et le secteur public est crucial pour une meilleure compréhension et une coopération plus poussée, afin de créer un environnement propice à l'innovation et de maximiser les avancées de la productivité et des conditions de vie dans le monde.

L'innovation découlant des progrès de la technologie (comme les TCI) et du management se traduiront par des gains de productivité lorsque le cadre réglementaire des marchés du travail, des capitaux et des produits sera propice à la concurrence et à l'adaptation. La libéralisation des échanges fait partie des éléments essentiels à l'expansion et à une plus large répartition de l'impact de l'innovation sur le revenu. Le BIAC encourage vivement l'OCDE à poursuivre ses travaux dans les domaines qui améliorent ce potentiel d'innovation au bénéfice des pays.

Outre ce cadre réglementaire en harmonie avec les nouvelles réalités du marché mondial, le renforcement de l'innovation passe par la réalisation des objectifs suivants :

- Conception et accord sur l'agenda d'un nouveau cycle de négociations de l'OMC dans un délai rapide
- Initiatives massives en direction des PMA afin de les encourager à participer pleinement au processus
- Renforcement et mise en œuvre des engagements
- Accélération des travaux dans le cadre de Services 2000
- Renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle
- Suppression des obstacles tarifaires visant les produits essentiels aux TCI
- Exemption permanente de droits de douane dans le cyberspace
- Attention sérieuse à la facilitation des échanges et à l'application intégrale de l'Accord sur l'évaluation en douane
- Suppression des barrières non douanières
- Mise en œuvre de normes internationales et de procédures simplifiées pour le contrôle de conformité
- Rapidité de la procédure d'adhésion.

Les décideurs devraient également conserver une conception mondiale des questions telles que la transparence et la neutralité technologique, et ne pas oublier que renforcer le système commercial fondé sur des règles peut compléter le développement du potentiel des TCI. Dans

le même temps, ils doivent rester à l'affût des obstacles qui pourraient apparaître sous l'effet de politiques à courte vue et trop restrictives dans le domaine de la technologie, de l'innovation et du commerce électronique. *Il est nécessaire de renforcer le système commercial multilatéral fondé sur les règles afin de maximiser les opportunités d'innovation, et de donner à tous davantage de moyens d'en tirer parti.*

**Figure 1. WTO Information Technology
Trade Commitments**

	Software Implementation	Date Processing	Data Base	Management consulting	Value-Added Telecom
Argentina					
Australia			■		
Austria					
Brazil	■	■	■	■	▨
Canada				▨	
Chile	■	■	■	■	▨
Czech Republic					
Egypt	■	■	■	■	■
European Communities					
Finland					
Hong Kong		▨	▨	■	■
Hungary					▨
Iceland		▨	▨		
India	■	■	■	■	
Indonesia	■	■	■	■	
Japan					
Korea					
Malaysia		■			
Mexico	■	■	■	■	▨
Morocco	■	■	■	■	
New Zealand				■	
Norway					
Philippines	■	■	■	■	▨
Poland					▨
Singapore					▨
Slovak Republic				■	
South Africa					▨
Sweden					
Switzerland					
Thailand	■	■	■	■	▨
Turkey			■		▨
USA					

Full Market Access
 Partial Market Access
 No Market Access

Figure 2. WTO Electronic Commerce Trade Commitments

	Medical and Dental	Real Estate	Advertising	Motion Picture Projection	Sound Recording	Higher Education	Adult Education	Other Education	Travel Agencies	Life, Accident, Health Insurance	Non-Life Insurance	Lending	Financial Leasing	Securities Trading	Settlement and Clearing	Retail
Argentina	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Australia	Full	Partial	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Austria	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Brazil	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Canada	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Chile	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Czech Republic	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Egypt	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
European Communities	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Finland	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Hong Kong	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Hungary	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Iceland	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
India	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Indonesia	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Japan	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Korea	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Malaysia	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Mexico	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Morocco	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
New Zealand	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Norway	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Philippines	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Poland	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Singapore	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Slovak Republic	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
South Africa	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Sweden	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Switzerland	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Thailand	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
Turkey	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full
USA	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full	Full

Full Market Access
 Partial Market Access
 No Market Access
n.a. Data not available

ANNEXE : CLASSEMENT A L'AIDE D'INDICATEURS

Le Tableau 1 résume les informations provenant de plusieurs études réalisées par l'OCDE, en vue d'élaborer un « classement » sur la préparation à la croissance dans le nouvel environnement économique. En tant que tel, il n'offre qu'une vue très limitée. L'idéal serait un indicateur composé pour « l'adaptabilité » du marché du travail et un autre pour « l'état de préparation aux TCI/affaires électroniques » (*e-business*). Un troisième présenterait les réformes de la réglementation ou le degré d'incitation à la création d'entreprises suscité par le contexte réglementaire des marchés de produits. Bien qu'il ne soit pas nommé dans ce dossier, un excellent travail a été réalisé dans le PUMA et ailleurs dans le cadre du projet Réforme de la Réglementation. On pourrait donc comparer les résultats en termes de PIB par habitant ou de croissance MFP à ces trois « dimensions » pour découvrir les liens de causalité entre les premiers et les seconds.

Nous distinguons plusieurs groupes de pays en fonction de la croissance du PIB par habitant, en comparant les années 80 et 90. Le premier groupe en partant du haut (Corée, Turquie, Etats-Unis, Danemark, Luxembourg et Espagne) comprend des pays ayant maintenu un taux de croissance relativement élevé des années 80 aux années 90. Le groupe suivant (Australie, Norvège et Pays-Bas) a relevé son taux de croissance, qui était peu élevé, pour atteindre un taux supérieur à la moyenne dans les années 90.

Les groupes suivants contiennent, respectivement, des bons éléments ayant perdu un peu de terrain dans les années 90, et le reste. Dans chaque partie du tableau, les résultats « meilleurs » sont indiqués en gras. Sur les deux décennies étudiées, seuls deux pays de la zone OCDE ont enregistré à la fois une accélération du taux de croissance MFP et une hausse de l'utilisation et de la productivité de la main d'œuvre, *l'Australie* et les *Etats-Unis*. Ces pays jouissent donc des plus forts taux de croissance du revenu par habitant des grands pays développés de l'OCDE.

La croissance MFP et l'utilisation de la main d'œuvre ont augmenté au Danemark et en Norvège – pour le second, en excluant la production pétrolière hors du continent, mais pas nécessairement l'impact de la richesse pétrolière sur le reste de l'économie. Les Pays-Bas ont sensiblement amélioré la croissance du PIB, malgré une baisse de la croissance MFP, grâce à une hausse de l'utilisation de la main d'œuvre et de la productivité. En Irlande, le meilleur élève de l'OCDE pour la croissance, l'augmentation très sensible du PIB par habitant s'explique principalement par une augmentation de l'utilisation de la main d'œuvre, alors que la croissance MFP est demeurée inchangée en se maintenant à un haut niveau.

L'absence de données sur la MFP en Corée et en Turquie fait obstacle à une analyse plus approfondie, bien que ces deux pays connaissent une croissance relativement élevée du PIB par habitant, avec un ralentissement pour la Corée, qui atteignait un niveau plus élevé. On pourrait peut-être classer le Portugal dans une catégorie spéciale se caractérisant par une croissance du PIB par habitant en baisse, mais toujours élevée, et une hausse de la croissance MFP.

Dans une tentative de comparer ces observations à une mesure de l'adaptabilité du marché du travail, nous examinons alors le pourcentage de chômage structurel et son évolution (colonnes (7) et (8) respectivement) dans les années 90, selon l'estimation du Secrétariat de l'OCDE^{xii}. La colonne (9) présente, pour information, le nombre absolu de recommandations par pays présentées par l'Etude de l'OCDE sur la Stratégie de l'Emploi et n'ayant pas été suffisamment

suivies d'après le sondage effectué par le Secrétariat de l'OCDE en 1999^{xiii}. Une recommandation faite pour un pays donné n'indique pas forcément un manque correspondant de flexibilité du marché du travail mais, en général, un grand nombre de recommandations suppose que la situation du marché du travail du pays laisse beaucoup à désirer.

Pour la « troisième dimension », on examine brièvement les TCI, en mesurant les taux de pénétration d'Internet (colonne (12)) et le prix moyen de 20 heures d'accès au réseau en pourcentage du PIB mensuel par habitant à pouvoir d'achat égal (« PPP »). A l'heure actuelle, il n'existe malheureusement pas suffisamment de séries complètes d'indicateurs permettant d'évaluer l'état de préparation général au commerce électronique ou à la société de l'information. Le BIAC encourage autant qu'il le peut les grands investissements de l'OCDE ayant pour priorité le développement de ces indicateurs et espère voir bientôt leurs résultats.

Entre-temps, nous avons choisi d'étudier un aspect de cette dimension qui pourrait se révéler plus capital que les autres. L'Internet est sans conteste la partie la plus popularisée des nouvelles technologies de l'information. *Le prix des équipements TCI et des logiciels déclinant rapidement, c'est le coût d'accès aux services qui sera de plus en plus décisif pour la montée de ces technologies – rendant plus nécessaire encore une libéralisation réelle et effective des services de télécommunication de base et à valeur ajoutée.* Même si l'instrument de mesure utilisé ici est quelque peu simpliste – l'usage professionnel d'Internet, qui est plus déterminant pour l'innovation, et la croissance ne dépendra pas de la même structure de prix - nous soutenons néanmoins qu'un prix plus élevé indique l'existence de réticences aux affaires électroniques.

Dans l'ensemble, tous les pays associés pour lesquels une croissance du PIB par habitant bonne ou en amélioration a été constatée ont un taux de chômage non accélérateur de l'inflation (NAIRU)^{xiv} relativement bas (moins de 8 pour cent, ce qui est à peu près la moyenne de l'OCDE) et l'on réduit dans les années 90. Certains pays présentent à la fois une accélération du MFP et une réduction du NAIRU. On peut les appeler les « stars » de la nouvelle économie. Les trois pays qui ont inversé la tendance de leur croissance (l'Australie, la Norvège et les Pays-Bas) ont également amélioré la situation de leur marché du travail de manière notoire. Tous les pays enregistrant une croissance élevée continue (pour lesquels il existe des données NAIRU) ont également réduit leur pourcentage de chômage structurel. Toutefois, l'Espagne a toujours un NAIRU très élevé, et est le seul pays de ce groupe présentant une croissance MFP négative.

En ce qui concerne la préparation au marché à l'Internet, il ne semble pas y avoir de corrélation évidente entre le coût d'accès et un quelconque indicateur de croissance, même s'il est intéressant de remarquer que dans les trois pays ayant inversé la tendance en matière de croissance dans les années 90 (l'Australie, la Norvège et les Pays-Bas) les frais d'accès à l'Internet sont relativement bas. Ceci ne prouve aucunement que le coût d'Internet est à la base de la croissance. Mais on pourrait y voir une certaine symétrie dans le sens où les gouvernements et les pays ayant eu la sagesse de mettre en oeuvre les politiques nécessaires à une croissance économique et à l'adaptation du marché du travail ont probablement réussi à créer en même temps les conditions favorables à un marché de l'Internet dynamique.

Les pays nordiques présentent des taux de pénétration des TCI plus élevés et sont censés être mieux préparés à une économie dominée par les affaires électroniques, comme semblent l'indiquer les coûts d'accès inférieurs mentionnés dans le tableau 1. Mais parmi eux, seuls le Danemark et la Norvège (exportateurs majeurs du pétrole) ont atteint ou amélioré un niveau

élevé de croissance du PIB par habitant. Si la MFP s'est accélérée au cours des années 90 en Finlande et en Suède, ce phénomène s'est cependant accompagné d'une réduction drastique de l'utilisation de la main d'œuvre, ce dont témoigne clairement la très forte augmentation du chômage structurel. Toutefois, les problèmes pratiques liés aux corrections de tendances apportées à la suite de la récession du début des années 90 pourraient être plus difficiles à résoudre en Finlande et en Suède, et évaluer une hypothèse en matière de nouvelle économie à partir de données couvrant les années 90 semble risqué pour ces deux pays. En d'autres termes, on ne connaît pas encore réellement l'impact des TCI sur les résultats économiques de la zone nordique. Quant au Danemark et à son économie florissante, n'oublions pas que même si la tradition nordique de l'Etat providence est très présente dans ce pays, il se distingue néanmoins par la puissante flexibilité de son marché du travail lorsqu'il s'agit de protection de l'emploi.

Le tableau présente toutefois des paradoxes. Le Canada se caractérise par une amélioration de la MFP et un marché du travail qui, s'il n'a pas progressé, n'a pas empiré non plus. En effet, les indicateurs sont relativement bons pour l'accès à Internet et les prix y afférents. Pourtant, le Canada semble ne pas être capable de dépasser un modeste PIB par habitant sur la dernière génération. Etant donné sa position extrêmement proactive dans le débat mondial sur les politiques en matière de commerce électronique, il sera intéressant d'observer comment y sera perçu l'impact des TCI sur la productivité et la croissance. Par ailleurs, la situation du Canada appelle un examen plus approfondi des autres facteurs auxquels des études récentes imputent le succès de la « nouvelle économie », à savoir une main d'œuvre relativement jeune et augmentant plus rapidement, et une politique de l'immigration ouverte. Au moins en théorie, le Canada est donc plus susceptible d'adopter une politique et une approche « à l'américaine » de l'innovation et de la croissance. Et l'on pourrait dire la même chose de la Nouvelle Zélande et d'une partie du Royaume-Uni.

Si l'on ajoute un autre aspect, la réforme réglementaire (colonnes 15 à 18)^{xv}, nos conclusions provisoires sont pour la plupart étayées, et les interrogations temporaires suscitées par les interactions avec la croissance économique s'accroissent. Même si cet aperçu ne prétend pas constituer une analyse rigoureuse, il existe certains éléments indiquant que les économies performantes mentionnées plus haut sont aussi généralement celles dont le cadre réglementaire est reconnu comme le plus efficace et faisant le moins obstacle aux activités des entreprises. Dans cette catégorie, les exceptions sont la Turquie (dont la croissance relativement forte semble appeler des explications autres que celles formulées pour les pays de l'OCDE à haut revenu, en raison d'un « rattrapage » rapide avec une faible dose d'innovation), l'Espagne (qui n'a pas amélioré sa croissance, mais simplement évité une dégradation sur ce plan) et la Norvège, aux abondantes ressources pétrolières. Cependant, un bref coup d'œil sur le cadre réglementaire confirme les hypothèses antérieures concernant « le groupe principal » des pays les plus performants (pour lesquels on dispose de données appropriées, pour tous les aspects considérés) : Irlande, Etats-Unis, Danemark, Australie et Pays-Bas. Dans ces pays, la forte croissance de la productivité et du PIB par habitant est étroitement liée à la coexistence d'un bon cadre réglementaire, tant pour le marché du travail que pour celui des produits, et d'indicateurs favorables relatifs à l'accès à Internet (sauf en Irlande).

Le cas de deux pays, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, constitue toujours une énigme. La modeste croissance économique du Royaume-Uni ces vingt dernières années nous paraît étrange compte tenu de notre argumentation. De fait, ce pays se caractérise par des indicateurs relativement favorables à la fois pour les marchés des produits et pour les marchés du travail,

constitue, de surcroît, l'une des places financières les plus développées au monde et offre un éventail considérable d'avantages au niveau des modèles d'entreprise reposant sur les réseaux (infrastructure de communication concurrentielle et à faible coût, suprématie de l'anglais dans les relations commerciales). Et pourtant, son taux réel de croissance du PIB (autour de 2 % par an) ne concorde pas avec les performances moyennes à long terme de ce pays, qui est la nation industrialisée la plus ancienne (XIX^e siècle). Enfin, comment expliquer que la Nouvelle-Zélande voit ses résultats économiques se dégrader alors même qu'elle bénéficie de conditions très favorables sur son marché du travail, d'un excellent cadre réglementaire et d'une préparation relativement bonne aux TCI ?

SOURCES DES DONNEES FIGURANT DANS LE TABLEAU 1

Par colonne :

(1) - (3) : ECO/WP1(2000)6/ANN1, Economic Growth in the OECD Area: Recent Trends at the Aggregate and Sectoral Level, 2000, Table 1 and ANN4, Table A4.5.

(4) - (6) : Knowledge, technology and Economic Growth: recent Evidence from OECD Countries, Andrea Bassanini, Stefano Scarpetta, Ignazio Visco, mai 2000, document ronéotypé, tableau 4.

(7) - (8) : ECO/WP1(2000)2/ANN1, The Concept, Policy Use and Measurement of Structural Unemployment, 2000, tableau 1.

(9) : L'indice mesure la sévérité de la législation protégeant l'emploi. Plus il est élevé, plus il est difficile d'embaucher et de licencier. OCDE, *Implementing the OECD Jobs Strategy. Assessing Performance and Policy*, Paris, 1999. Tableau B.5., pp. 182-183.

(10) et (11) : Giuseppe Nicoletti, Stefano Scarpetta et Olivier Boylaud, « Summary Indicators of product Market Regulation with an Extension to Employment Protection Legislation », document de travail n° 226 du Département des affaires économiques de l'OCDE, février 2000, tableau A3.11, p. 84.

(12) et (14) : DSTI/ICCP/TISP(2000)1, Local Access Pricing and E-Commerce, 2000, données de fond de la figure 5 fournies par le Secrétariat de l'OCDE.

(13) : Colonne (12) recalculée en pourcentage du PIB/habitant mensuel, en parité de pouvoir d'achat, d'après L'OCDE en chiffres, 1999, p. 79.

(15) et (16) : Daniel Kaufmann, Aart Kraay et Pablo Zoido-Lobaton, « Aggregating Governance Indicators », Banque mondiale, mai 1999, données sur le cadre réglementaire (« *Regulatory Framework* ») disponibles en ligne sur URL:http://www.worldbank.org/wbi/governance/gov_data.htm

(Note : On constitue cet indice en regroupant les données provenant de sources publiques et privées très diverses, qui sont présentées dans un document d'accompagnement élaboré par les mêmes auteurs et intitulé « Governance Matters », octobre 1999, disponible sur le même site web).

(17) et (18) : Nicoletti *et al.*, *op. cit.*, tableau A3.7, « Synopsis of summary indicators of product market regulation (point estimates) », p. 80.

Note : Les données relatives à l'Allemagne dans les colonnes (1) à (9) portent sur la partie occidentale de ce pays. Les PIB indiqués ne concernent que la « partie continentale ».

Table 1. A New Economy? A Scoreboard																		
Column number:	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)
	GROWTH			LABOUR MARKET						ICT			REGULATORY FRAMEWORK					
	Trend Growth of GDP/capita			Hours adjusted MFP growth % p.a.			Structural U		Jobs Strategy recommendations still to implement	Index of EPL Change		Internet avg price for 20 h in US\$ at PPPs		Internet	World Bank data		OECD data	
	1980-90	1990-98	Change	1990-90	1990-98	Change fm 90-98	1999-1	Change in 90-98		1998	1990-98	1995-2000	As a % of '98 GDP/month	No. of Hosts Sept 1999	Score	Rank	Score	Rank
															Best = 100		Best = lowest	
Ireland	3,0	5,6	2,6	3,9	3,9	0,0	7,4	-7,5	14	1,0	0,0	88,31	4,7	14,09	96	3	0,8	2
Turkey	2,0	2,3	0,3						11	3,6		60,21	10,8	1,21	49	24	2,9	25
United States	2,0	2,2	0,2	1,0	1,4	0,4	5,4	-0,4	7	0,2	0,0	33,56	1,3	160,13	94	6	1,0	4
Denmark	2,0	2,1	0,1	1,0	1,8	0,8	7,7	-1,4	13	1,5	-0,9	60,92	2,8	59,94	87	7	1,4	6
Luxembourg	4,0	4,0	0,0						10			87,08	3,0	40,00	76	9		
Spain	2,3	2,2	-0,1	2,2	0,6	-1,6	16,5	-1,0	31	3,2	-0,5	86,11	6,2	9,64	72	16	1,6	13
Australia	1,8	2,4	0,8	0,9	2,1	1,2	7,6	-0,5	7	1,1	0,0	38,63	2,0	55,44	80	8	0,9	3
Norway	1,4	2,2	0,8	1,1	2,1	1,0	4,1	-0,4	21	2,9	-0,2	48,96	2,1	87,97	77	10	2,2	21
Netherlands	1,8	2,1	0,5	2,2	1,7	-0,5	4,5	-2,2	20	2,4	-0,7	51,46	2,7	51,95	95	4	1,4	7
Portugal	2,9	2,5	-0,4	1,9	2,2	0,3	5,0	-0,7	22	3,7	-0,5	72,32	5,7	6,60	74	13	1,7	15
United Kingdom	2,2	1,8	-0,4		1,3		7,2	-1,5	5	0,5	0,0	54,96	3,1	35,28	100	1	0,5	1
Austria	2,1	1,7	-0,4	1,2	1,1	-0,1	5,6	0,5	30	2,4	0,0	81,62	4,1	28,04	75	11	1,4	8
Finland	2,2	1,3	-0,9	2,4	3,2	0,8	10,8	5,6	25	2,1	-0,1	31,48	1,7	122,81	95	5	1,7	16
Italy	2,3	1,3	-1,0	1,5	1,2	-0,3	10,1	1,4	19	3,3	-0,9	52,52	2,9	9,31	49	25	2,3	23
Japan	3,3	1,8	-1,7	2,0	1,6	-0,4	3,7	1,2	13	2,6	0,0	63,34	3,2	18,76	32	28	1,5	11
Korea	7,2	5,3	-1,9						12			51,46	4,6	6,85	18	29	2,4	24
Mexico	0,1	0,8	0,7						20	2,0		68,14	10,2	2,06	90	22	1,9	18
Greece	1,3	1,3	0,0	0,6	0,3	-0,3	9,7	1,7	18	3,5	-0,1	59,83	5,0	6,56	90	23	2,2	22
Belgium	1,9	1,7	-0,2	1,4	1,0	-0,4	8,6	0,3	19	2,1	-0,9	82,00	4,1	29,79	66	19	1,9	19
Canada	1,5	1,2	-0,3	0,5	1,1	0,6	8,1	-0,6	13	0,6	0,0	29,25	1,4	76,01	72	15	1,5	12
New Zealand	1,2	0,8	-0,4	0,7	1,1	0,4	5,8	-1,0	9	1,0	0,0	42,78	2,9	63,05	100	2	1,3	5
France	1,8	1,2	-0,4	2,1	1,1	-1,0	10,4	1,6	28	3,1	0,4	57,72	3,1	13,22	99	20	2,1	20
Sweden	1,5	0,9	-0,6	0,8	1,3	0,5	6,4	4,2	23	2,4	-1,0	39,26	2,2	69,13	71	18	1,4	9
Iceland	1,7	0,8	-0,9						14			34,52	1,6	96,58	51	21		
Germany	1,8	0,9	-1,0	1,6	1,4	-0,2	8,1	0,7	35	2,8	-0,8	69,96	3,7	20,39	74	12	1,4	10
Switzerland	1,8	0,1	-1,5		0,2		2,6	2,0	15	1,3	0,0	74,53	3,4	42,89	73	14	1,8	17
OECD 26 simple avg	2,2	1,9	-0,2	1,5	1,5	0,1	7,4	0,1		2,1	-0,3		3,8					
Czech Republic									17	1,7		88,17	8,1	10,55	47	26	2,9	26
Hungary									15	1,4		94,23	10,7	11,49	71	17	1,6	14
Poland									27	1,9		68,65	10,3	4,01	47	27	3,3	27
OECD 29 average												49,65		52,18	69			

Table2. A New Economy? Summary					
Legend:	Bold and Underlined: Good (above average and/or significantly improving) conditions in all dimensions				
	Bold: Good conditions in two out of three dimensions (ICT, labour market, regulatory framework)				
	Undefined: Good conditions in some dimensions, without an improvement in productivity or GDP growth				
	<i>Growth</i>	<i>Productivity</i>	<i>Labour Market</i>	<i>ICT</i>	<i>Regulatory Framework</i>
Ireland	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>		<u>Good</u>
Turkey	Good				
United States	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>
Denmark	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>
Luxembourg	Good			Good	Good
Spain	Good?				
Australia	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>
Norway (GDP: Mainland)	<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good?</u>	<u>Good</u>	
Netherlands	<u>Good</u>		<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>
Portugal		Good	Good?		
United Kingdom				Good	Good
Austria					
Finland		<u>Good</u>		<u>Good</u>	<u>Good</u>
Italy				Good	
Japan				Good	
Korea					
Mexico					
Greece					
Belgium					
Canada				Good	
New Zealand			<u>Good</u>	<u>Good</u>	<u>Good</u>
France				Good	
Sweden				Good	
Iceland				Good	
Germany (Column 1-12: FRG)				Good	
Switzerland				Good	
OECD 26 simple average					
Czech Republic					
Hungary					
Poland					
OECD 29 average					

NOTES

ⁱ "A New Economy?: The Changing Role of Innovation and Information Technology in Growth" (DSTI/ICCP/IND/STP(2000)/FINAL) et "Economic Growth in the OECD Area: Recent Trends at the Aggregate and Sectoral Level" (ECO/WP1(2000)6) et d'autres analyses telles que "The Contribution of ICT to Output Growth" (DSTI/EAS/IND/SWP(99)4).

ⁱⁱ Ces considérations peuvent paraître hors de propos aux nombreux lecteurs qui se placent du point de vue des Etats-Unis, économie très libéralisée (où, entre parenthèses, Internet exerce jusqu'à présent l'impact le plus grand et probablement le mieux mesuré et analysé). Elles peuvent néanmoins être extrêmement pertinentes pour d'autres pays de l'OCDE dans lesquels les marchés du travail et des produits sont fortement réglementés et le soutien de l'Etat aux secteurs et entreprises en difficulté est généralement escompté et effectif. C'est principalement pour comprendre les conditions nécessaires pour reproduire ailleurs l'expérience des Etats-Unis que l'OCDE s'attache aux liens entre croissance et innovation.

ⁱⁱⁱ Source : CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 1999*, pp. xxi-xxii.

^{iv} La discussion sur les opportunités et les clivages numériques ne porte pas seulement sur l'utilisation des technologies numériques dans l'activité économique : elle touche aussi le domaine social et l'éducation. Ce document n'a pas la prétention de couvrir tous ces contextes, et se concentre donc sur l'économie.

^v On peut s'interroger sur l'existence de marchés véritablement concurrentiels sur certains segments des produits TIC, par exemple celui des logiciels d'exploitation. Même dans ce cas, l'analyse économique plus large devrait veiller à se demander « en comparaison avec quoi ? » (quels autres secteurs des biens d'investissement ?). Pour exprimer les choses différemment, même sur les segments caractérisés par des pratiques monopolistiques, le degré de contestabilité des marchés peut rester supérieur à celui de la plupart des autres marchés de biens d'investissement (comme celui des transports, de l'éducation, etc.). Cela ne justifie toutefois pas de laisser de côté la question de la concurrence en tant que telle, mais simplement de préserver un certain sens de la mesure. (???)

^{vi} Voir note de base de page i. Ce qui est indiqué dans le contexte des entreprises s'applique également à l'utilisation des réseaux numériques et des modèles de travail hors de la sphère professionnelle.

^{vii} Certains commentateurs ont tendance à considérer comme problématique le simple fait que le commerce électronique B2B prédomine largement (d'un facteur de 5 à 6) sur le B2C et risque de progresser plus vite compte tenu de la conjoncture actuelle. Si les taux de croissance relatifs des deux segments peuvent évoluer compte tenu des mutations rapides du monde du commerce électronique, le simple fait que le B2B pèse plusieurs fois le poids du B2C correspondrait largement à ce à quoi on s'attend dans une économie moderne caractérisée par un degré élevé de spécialisation des entreprises, et où, *in fine*, la valeur ajoutée ne représente qu'une fraction des transactions totales. L'OCDE éclaircirait le débat sur le commerce électronique en exposant ce point de manière visible.

^{viii} Notamment en accordant, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce document, une attention urgente à l'élaboration de **données** fiables et comparables à l'échelle internationale sur les services, et en particulier la productivité.

^{ix} Les bienfaits de la « croissance à forte intensité d'interdépendance » ont été définis à plusieurs reprises, y compris par l'OCDE (*Pour l'ouverture des marchés : les avantages de la libéralisation des échanges et de l'investissement*, 1999). On peut trouver regrettable que dans la dernière année du XX^e siècle, il faille encore débattre de leur pertinence dans les hautes sphères de la politique.

^x Electronic Commerce. Market Access Issues -- Existing Commitments for Online Supply of Services, juillet 1999 [TD/TC/WP(99)37].

^{xi} Les projets actuellement en cours à l'OCDE et au BIAC sont les suivants :

-Réunion BIAC/TUAC dans le cadre du programme employeurs/travailleurs intitulée : Les Ressources humaines dans la nouvelle économie, défis et opportunités pour l'éducation et la formation, Paris, 22 novembre 2000

- Atelier de l'OCDE sur le clivage numérique, Paris, 7 décembre 2000

- Forum gouvernement/entreprises sur le commerce électronique, Dubaï, 15 janvier 2001.

- Forum de l'OCDE sur les économies de marché émergentes, Dubaï, 16-17 janvier 2001.

^{xii} Source : "The Concept, Policy Use and Measurement of Structural Unemployment" (ECO/WP1(2000)2/ANN1/CORR1), tableau 1. Le taux de chômage structurel renvoie au "*Non-accelerating inflation rate of unemployment*" (NAIRU).

^{xiii} OCDE, *Implementing the OECD Jobs Strategy. Assessing Performance and Policy*, Paris, 1999. Tableau B.5., pp. 182-183.

^{xiv} Le NAIRU (*Non-accelerating inflation rate of unemployment*) mesure le taux de chômage en deçà duquel la demande supplémentaire de main-d'œuvre résultant de la croissance économique accélère la progression des salaires, et donc relève le niveau des prix à l'échelle macroéconomique.

^{xv} Les quatre dernières colonnes du tableau 1 fournissent des informations résumées sur l'avancement de la réforme réglementaire sur les marchés des produits. L'indice figurant dans la colonne (15), extrait d'un *Policy Research Working Paper* de la Banque mondiale (sous la seule responsabilité de ses auteurs) synthétise les données sur le cadre réglementaire qui proviennent de diverses sources (décrites dans le document même ; voir Sources de données plus bas). Même s'il peut y avoir, de toute évidence, des problèmes de comparabilité de ces données, les auteurs font un certain nombre de pas vers l'élaboration d'une méthode s'appuyant sur des conclusions corroborées par plusieurs sources différentes. L'indice initial de la Banque mondiale est considéré comme une variable « à distribution normale », comprise entre 2.5 et -2.5. Pour des raisons de commodité, on l'a transformé ici en un indice de base 100 pour l'économie la plus performante dans ce domaine. La colonne (17) présente un indicateur sommaire de la réglementation des marchés de produits, établi par l'OCDE, avec un accent sectoriel mis sur les télécommunications, le fret routier, le transport ferroviaire, le transport aérien de passagers, la vente au détail et les marchés publics. Les colonnes (16) et (18) fournissent le classement des pays en fonction des indicateurs figurant dans les colonnes (15) et (17), respectivement.